

« En politique, il faut éviter le culte de la pensée unique »

Les Nouvelles – Père Alain Thierry - 21/07/10

Chaque observateur a sa façon de voir concernant la situation politique qui prévaut actuellement à Madagascar. Si des politiques évoquent des problèmes de consensus et d'unilatéralisme comme source de blocage, la vision de Justice et Paix révèle l'idée de culte de la pensée unique. Interview du père Alain Thierry.

• Les Nouvelles : Parallèlement au problème de recherche de sortie de crise lequel demeure toujours le grand débat politique actuel, celui du trafic des bois de rose reste aussi une source de conflits. Selon vous, quelles seraient les causes de ce dernier problème ?

- Père Alain Thierry : Les bois de rose constituent des ressources naturelles malgaches et des sources de richesses lesquelles peuvent être exploitées d'une manière licite. Seulement, le problème qui se pose, c'est que les régimes qui se sont succédé, y compris ceux qui sont au pouvoir, ne sont pas en mesure de gérer convenablement ces ressources pour qu'elles soient sources de richesses et afin que toute la nation tire profit de leur exploitation. En effet, la gestion locale sécurisée des richesses n'est pas encore maîtrisée, étant donné que les décisions politiques ne tiennent pas compte des besoins locaux mais répondent plutôt aux attentes des investisseurs étrangers qui veulent les exploiter. Par conséquent, les dirigeants se trouvent affaiblis en dépendant toujours de la présence de ces investisseurs étrangers, plus précisément, les régimes qui se sont succédé sont fragiles face à la venue en masse des investissements étrangers qui tirent un grand profit de l'exploitation des ressources naturelles malgaches. Nous pouvons constater par exemple que la population à Taolagnaro ne profite pas des investissements effectués par le QMM. Bref, les conditionnalités fixées par l'Etat et les investisseurs lèsent toujours la population locale et cette mauvaise gestion est utilisée pour provoquer une crise à Madagascar.

• Que proposeriez-vous donc pour maîtriser au mieux la gestion des ressources naturelles et éviter les crises à Madagascar ?

- Nous tenons à préciser tout d'abord que la situation actuelle ne permet pas de résoudre cette mauvaise gestion des ressources naturelles. S'il existe en ce moment des personnes qui dénoncent le trafic des bois de rose, c'est parce qu'elles sont lésées dans ce trafic. Personnellement, je ne crois pas que ces dénonciations visent réellement à démanteler le trafic mais plutôt à protéger certains intérêts. Comme solutions donc, nous proposerions, c'est d'ailleurs ce que prône Justice et Paix depuis 2006, que le fokolonona soit responsabilisé et écouté pour connaître les besoins locaux. Et c'est à partir de ces besoins locaux que des projets seront mis en œuvre par le fokolonona lui-même. Dans ce cas, le rôle de l'Etat serait d'appuyer techniquement et financièrement, en faisant appel aux bailleurs de fonds si besoin est, pour que ces projets soient réellement mis en œuvre. C'est dans ce sens que les assises régionales devraient être organisées, mais malheureusement, elles n'ont pas abouti.

• Mais la coalition des organisations de la société civile initie actuellement le Dinika santatra à la place des assises régionales.

- Les assises régionales n'auraient pas échoué si les organisateurs avaient pu mobiliser les communautés à prendre des responsabilités. Si ces communautés ont réellement été écoutées quant à leurs besoins, cela aurait pu bien marcher. Mais la source du blocage c'est la protection des intérêts personnels. De même, pour le Dinika santatra, certains membres de la société civile se lèvent juste pour protéger certains intérêts. Ils sont intéressés par cette organisation pour se lancer et pour se transformer en parti politique. Tant qu'il sera encore question de financement provenant de partis politiques pour la tenue du Dinika santatra, l'organisation n'aboutira pas.

• Selon vous, quelle entité devrait financer ce rassemblement pour qu'il soit neutre ? Et comment assurer cette neutralité ?

- Il est normal que l'Etat contribue au financement du Dinika santatra puisqu'il s'agit d'une utilité publique. Et c'est dans un souci du bien commun que l'Etat a le devoir d'apporter sa part de financement. D'ailleurs, cette initiative étatique ne devrait pas être critiquée puisque l'argent de l'Etat provient des impôts payés par la population. En politique, il est difficile de trouver la neutralité. Dans le cadre de la recherche d'une sortie de

crise, les politiques doivent se raisonner dans le souci du bien commun. Ils doivent s'écouter et respecter le principe de l'alternance démocratique. Il faut en fait remarquer que l'opposition pense toujours que lorsqu'elle n'est pas au pouvoir, elle ne dirige pas. C'est faux. Il faut éviter ce culte de la pensée unique qui a toujours été une pratique à Madagascar. Enfin, j'aimerais faire une remarque pour les membres des trois mouvances, s'ils pratiquent réellement la politique, ils doivent participer au débat du Dinika santatra pour avancer leur proposition.

Source : http://www.les-nouvelles.com/spip.php?page=archive&jour=21&mois=07&annee=2010&x=21&y=13&debut_liste_def=25#